

*Affaires courantes*

Dans la circonscription de Comox—Alberni, la Société a fermé les bureaux de poste ruraux et les installations de tri et a privatisé les services de colis postaux et les services au guichet, ce qui a démoralisé les employés et fait baisser la qualité du service à la clientèle.

Les signataires demandent en particulier que les Postes soient tenues de maintenir les bureaux actuels, de prolonger les heures d'ouverture, de développer les services producteurs de recettes, de mettre un terme à la privatisation et de commencer à améliorer le service en vue d'augmenter les recettes.

## LES ALIMENTS ET DROGUES

**Mme Pauline Browes (Scarborough—Centre):** Monsieur le Président, je suis heureuse de présenter aujourd'hui cette pétition signée par des habitants de Scarborough, d'Ajax, d'Etobicoke, d'Oakville, de Mississauga, de Toronto, de Whitby, de Whitevale, de Pickering et de London.

Les pétitionnaires s'inquiètent beaucoup de la question de l'emballage et de l'étiquetage des aliments par suite du décès d'une adolescente de 15 ans de Scarborough. La mère de l'adolescente a fait circuler des pétitions d'un bout à l'autre du pays pour essayer d'amener le gouvernement à modifier le règlement concernant l'emballage des aliments afin d'éviter que d'autres jeunes gens aient le même genre de réaction allergique grave que Robyn Allen a eue il y a quelques mois.

Les pétitionnaires prient instamment le Parlement d'adopter une mesure législative modifiant le Règlement sur les aliments et drogues afin d'obliger les fabricants à donner la liste des ingrédients et des additifs qui entrent dans la composition des aliments pré-emballés.

Ils veulent aussi qu'on oblige les restaurateurs et les détaillants du secteur de l'alimentation à donner aux clients une liste de tous les ingrédients qui entrent dans la composition des mets préparés.

[Français]

## LA COLLINE PARLEMENTAIRE

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, je dépose en vertu de l'article 36 du Règlement une pétition provenant des citoyens de Senneterre et Belcourt, qui exigent que le gouvernement du Canada mette fin au projet intitulé «Le secteur de la cité parlementaire» qui envisage, au coût de 68 millions de dollars, l'aménagement d'un stationnement et d'un centre commercial sous le Parlement fédéral du Canada et qu'il reconnaisse la nécessité de conserver tels que l'environ-

nement et le caractère historique des édifices et du site de la Colline parlementaire à Ottawa.

Ces pétitionnaires déclarent d'autre part que les députés conservent leur stationnement tel quel, à savoir un stationnement à l'arrière des édifices du gouvernement et à l'extérieur comme les travailleurs d'usines et que le gouvernement du Canada a d'autres priorités que d'aménager un stationnement et un centre commercial sur la Colline parlementaire.

**M. Prud'homme:** Quelle démagogie!

[Traduction]

## LES ALIMENTS ET DROGUES

**M. Benno Friesen (secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom de résidents de l'agglomération torontoise, qui souffrent d'allergies constituant une menace à leur vie, et dont la santé ainsi que les chances de vivre une vie normale seraient améliorées si la mesure législative proposée prévoyait l'énumération des ingrédients sur les emballages.

Les pétitionnaires prient humblement le Parlement d'adopter une mesure leur accordant cette protection.

\* \* \*

## QUESTIONS MARQUÉES D'UN ASTÉRISQUE

**M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Monsieur le Président, auriez-vous l'obligeance d'appeler les questions n° 336 et n° 364 marquées d'un astérisque?

Étant donné la longueur de ces questions, je demande qu'on les imprime au hansard comme si on en avait fait la lecture.

[Texte]

## L'ÉTUDE CONTRE LES INONDATIONS DANS LA VILLE DE MALARTIC

\*Question n° 336—**M. Saint-Julien:**

1. Transport Canada, le CN et Environnement Canada ont-ils effectués une étude contre les inondations dans la ville de Malartic (Rivière Malartic) et, dans l'affirmative, quel est le montant des fonds accordés à cette étude?

2. Des programmes de lutte contre les inondations ont-ils été financés et, dans l'affirmative, lesquels?

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** On m'informe comme suit:

1. Transport Canada, le CN et Environnement Canada n'ont pas effectué d'étude contre les inondations dans la ville de Malartic (rivière Malartic).